



Les 5^e « Journées de la Défense » se tiendront les 2 et 3 septembre à la base aérienne de Beauvechain et permettront de découvrir les multiples facettes de l'armée belge. Infos : www.mil.be. PHOTO R.M.

Parti / Deux ans d'opposition aux étages fédérés : le chef du MR a des bleus au Sud

Reynders : « Où est Mr Marshall ? »

EXÉCUTIF wallon atone, gouvernement bruxellois inexistant, communauté sans le sou. Le MR s'impatiente et flingue le CDH.

ENTRETIEN
Le MR quitte la rue de Naples pour l'avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles. Un bâtiment de dix étages plus fonctionnel, plus visible, regroupera toutes les activités du parti : le centre d'études, les jeunes MR, le Mouvement réformateur international, les femmes et les seniors réformateurs. Didier Reynders, chef de file des libéraux francophones, a pris possession de son bureau : la rénovation de son nouveau QG doit être fin prête à la rentrée. L'occasion, après deux ans de présidence et d'éviction du pouvoir dans les Régions et à la Communauté, de faire le bilan des Bleus.

Président du MR et vice-Premier ministre fédéral, c'est tenable ?
Ce n'est pas exceptionnel : dans des pays à scrutin majoritaire, le Premier ministre est le président de son parti. Comme Blair en Angleterre. Chez nous, c'est possible aussi. Ce choix devient un peu plus périlleux quand le président d'un parti doit diriger un gouvernement de coalition. Guy Verhofstadt l'a tenté : cela a duré trois jours.



« M^{me} Milquet est scotchée à son partenaire PS... Le CDH est si faible qu'il accepte même d'entrer dans un Exécutif wallon quasi homogène »

Pourtant, Di Rupo en Wallonie...
C'est autre chose : son partenaire est si faible qu'il accepte une telle situation : le gouvernement wallon est presque homogène...

Vous exagérez...
Pas du tout. Quand le Premier reçoit les ministres-présidents, il reçoit Yves Leterme et... quatre PS. Entre 1999 et 2004, il y avait 2 présidents de gouvernement MR (Région bruxelloise et Communauté française) et 2 présidents PS. Un président d'assemblée PS et un MR. Soit, sur six fonctions clés, trois MR et trois PS. Depuis l'automne 2004, c'est six (pour le PS) à zéro (CDH). Pour un gouvernement de coalition...

Présent au fédéral, le MR est dans l'opposition dans les entités fédérées. Comment le vit-il ?

À l'automne 2004, tous paraient sur l'éviction du MR à l'étage fédéral. Aujourd'hui, il fait plus que jamais partie du gouvernement et occupe le centre de l'échiquier dans de nombreux débats. J'ai remis à l'ordre du jour la discussion entre le MR et Ecolo, entre le MR et le PS... Et avec le CDH ?

C'est plus compliqué : la porte est fermée. Je ne peux pas la forcer... Pourquoi ?

Je n'en sais rien... Je pense que M^{me} Milquet est scotchée au partenaire socialiste. C'est son problème. Au MR, on gère. J'ai, parallèlement, modernisé le parti. Recréé un centre d'études - le centre Jean Gol - qui multiplie les publications sur des thèmes chauds, comme l'état de l'économie wallonne. Il reste d'actualité : je n'ai toujours pas rencontré Mr Marshall en Wallonie. Nous avons réalisé la même étude sur Bruxelles. Là, c'est la léthargie totale. Il n'y a plus de majorité francophone dans l'assemblée bruxelloise. On attend depuis deux ans que ce gouvernement prenne position sur l'aéroport de Bruxelles-National...

Il n'empêche : vous êtes au pouvoir au fédéral, dans l'opposition à Bruxelles, en Wallonie et à la Communauté française. C'est une situation inconfortable...

Pas du tout. Le MR a un rôle à jouer là dans les majorités comme dans l'opposition. Il y a des partis qui estiment ne pas devoir faire de l'opposition de peur de faire mal à leur partenaire...

Vous visez le CDH ?
Je constate : au fédéral, la seule opposition est flamande. Je n'ai aucun francophone en face de moi. En commission des Finances, je parle, à 90 %, néerlandais. Mais ceux qui estimaient, en 2004, qu'avec un PS présent à tous les échelons de pouvoir, l'opposition serait muselée, se sont trompés. C'est vrai avec le CDH, pas avec nous. Olivier Chastel ne s'est pas privé. Quand on a relégué en 2004 ce ministre MR de la Communauté française, on lui a dit qu'il se morfondrait dans l'opposition pendant plusieurs générations. Comme dans les Rois maudits. C'était l'ambiance à Charleroi : « Nous, au PS, disposons de la majorité absolue, on n'a pas besoin de vous. »

Le coup de Jarnac de 2004 vous reste en travers de la gorge ?

On ne fait pas de la politique pour tisser des relations d'affection. J'ai vu les convergences de gauche au café Belga, aperçu un nœud pap rouge, des jupes vertes. On s'y est embrassé. Mais quand je vois ce qu'il en reste... La grande amitié qu'Elio Di Rupo rappelle avoir nouée avec Louis Michel : elle nous a coûté neuf ministres en 2004.

Comment va la Région wallonne, sans le MR aux affaires ?
Elle se réduit à deux dossiers : Francorchamps et le logement so-

cial. Joëlle Milquet avait juré qu'il serait réglé avant Noël dernier. Ce dossier, c'est l'opacité totale : il n'y a pas la moindre ligne d'un projet de contrat. C'est sur-réaliste. Quant au logement social, on patauge depuis un an. Le Plan Marshall n'a rien livré de concret. Triste bilan. En réalité, le gouvernement fédéral a plus œuvré pour la Région wallonne (réforme fiscale, baisse des charges sociales, pacte des générations...) que le gouvernement wallon lui-même.

Lors du scrutin de 2007, l'institutionnel scrutera du frigo. On annonce déjà des empoignades Nord-Sud homériques...

Tout dépendra de la manière dont la Région wallonne se montrera capable de sortir de l'ornière. Or, l'année écoulée fut mauvaise. Je vais régulièrement au nord

du pays. De nombreux Flamands sont convaincus qu'il faut aider la Wallonie. Mais ils aimeraient que cela serve à quelque chose. Et pour l'instant, on reste sur sa faim. À la Commu-



« De nombreux Flamands sont convaincus qu'il faut aider la Wallonie. Mais ils aimeraient que cela livre des résultats. Et là, on reste sur sa faim »

nauté française, le constat n'est guère plus brillant. On a une année utile devant nous : le jour où l'on se retrouvera à une table de négociations avec les Flamands, il faudra leur démontrer que l'on progresse en Région wallonne et en Communauté française. Sans

quoi, ils supporteront de moins en moins les aides et les transferts qu'ils organisent. Pas un jour ne passe sans qu'un ministre communautaire ou régional ne plaigne pour que le fédéral intervienne financièrement dans un de ces dossiers. Mais qu'a-t-on fait du refinancement de la Communauté ? Les bibliothèques, les musées, les institutions œuvrant pour le patrimoine reçoivent moins que les années précédentes. Quand ils obtiennent encore des subsides ! J'essaie de comprendre et quand je constate que la quasi-totalité de la hausse des moyens du secteur culturel va à la RTBF, je m'interroge...

Vous comprenez les impatiences flamandes ?
Je les partage. ■

Propos recueillis par
DIRK VANOVERBEKE



« PS-CDH : 6-0. Quand le Premier ministre reçoit les responsables des entités fédérées, il voit Yves Leterme et... 4 PS. Plus les deux présidents d'assemblée. Quelle coalition ! » PH. PY. THIENPONT

« Le MR, un parti de nantis ? C'est très mal nous connaître »

Il faut arrêter les caricatures.
Le MR est un parti populaire. Ceux qui nous traitent de nantis connaissent mal nos familles, nos histoires personnelles. Le libéralisme est social par nature. Ma réforme fiscale propose un crédit d'impôt pour les plus bas revenus. Je propose un système d'abattement remboursable pour les personnes seules avec enfants. L'an dernier, j'avais proposé un chèque mazout, identique, de 75 euros pour tout le monde. Après discussion avec les socialistes, il a été calculé en fonction de la consommation. Jean-Jacques Viseur (chef de groupe CDH à la Chambre, NDLR) a révélé à la tribune de l'hémicycle avoir bénéficié de 300 euros. Où est le social dans tout cela ? Lors du contrôle budgétaire, le mois dernier, on a longuement discuté d'un chèque « rentrée scolaire ». Moi, cela ne me pose aucun problème. Je regrette simplement que la Communauté française n'en fasse pas plus.

Vous êtes d'accord avec le ministre flamand de l'Enseignement qui considère ce « cadeau » du ressort des Communautés, pas du fédéral ?
Je l'ai dit avant lui. Tant mieux si le fédéral peut donner un coup de pouce. Mais, parallèlement à cette opération qui distribue le même montant à tout le monde, j'ai proposé, en particulier pour les plus bas salaires, d'augmenter la déductibilité des frais professionnels forfaitaires. Un des problèmes majeurs de nos socié-

tés consiste à permettre aux peu qualifiés d'accéder au travail avec une vraie rémunération. Il faut leur accorder un salaire net plus élevé que l'allocation de chômage. Il faut donc centrer la suite de la réforme fiscale sur les plus bas salaires...

Une nouvelle réforme fiscale ?
Cela a fait hurler. Pourtant, depuis celle de 2001, on n'a pas cessé d'ajouter de nouvelles couches : déductibilité des gardes d'enfants, mesures fiscales en faveur du transport. Entre un revenu de 600 et 1.250 euros par mois, il faut au moins augmenter de 60, 80 à 100 euros nets pour espérer un impact. Dans un pays où les taux d'imposition sont si élevés, on peut se permettre de relâcher la pression.

Dès lors, où situez-vous le MR sur l'échiquier actuel ?
Depuis des années, tous les partis veulent converger à gauche en Wallonie. Joëlle Milquet court après le PS : c'est elle qui ferme la porte de l'église derrière le dernier sans-papiers. Cette tendance nous laisse un peu seuls sur l'échiquier. Mais dans les débats concrets, tout est ouvert : avec le PS au fédéral, avec Ecolo, où il existe beaucoup de points communs, même avec certains membres du CDH, comme Melchior Wathelet. À l'échelon fédéral, le MR n'est pas très éloigné du SP.A. Le VLD est plus à droite que nous, comme l'est d'ailleurs toute la Flandre. ■

Propos recueillis par
D.V.

BREF

DROGUE

170.000 pilules d'ecstasy
Quelque 170.000 pilules d'ecstasy acheminées vers le Royaume-Uni via la Belgique ont été trouvées jeudi dernier par le service drogue de la police judiciaire fédérale de Hasselt et interceptées par la suite par la police britannique en Angleterre. La drogue était cachée dans des livres. Cinq Britanniques qui avaient réceptionné les pilules ont été interpellés en Angleterre alors qu'ils transportaient la drogue de Londres vers le pays de Galle. La police britannique a également saisi 10.000 autres pilules d'ecstasy, ainsi que des amphétamines et des matières premières servant à la fabrication de la drogue. (b)

Politique / Un livre d'entretien avec Paul Piret

François Martou, l'antilibéral acharné

Il n'y a pas que son bagout - « François sait tout » -, c'est anecdotique ; il a surtout positionné le MOC (Mouvement ouvrier chrétien) durablement sur l'échiquier de la politique francophone, faisant de la structure faitière des organisations sociales chrétiennes le premier adversaire - l'ennemi, disons-le - des libéraux.

C'est sa marque. François Martou a travaillé inlassablement à contrecarrer les héritiers de Jean Gol. Dès l'avènement de l'arc-en-ciel libéral-socialiste-écologiste en 1999, il n'a eu de cesse de tenter de briser l'alliance laïque

pour celle de l'« Olivier », l'union à gauche entre socialiste, écologistes et chrétiens, du type de celle qui est à l'œuvre aujourd'hui à la Région bruxelloise.

Louis Michel l'avait compris, qui en avait fait sa tête de pipe : « M. Martou est un homme de Neandertal. Si ce type-là est prof d'univ, alors mon chien peut l'être aussi... »

Ces propos du leader de l'ex-patron du MR et vice-Premier ministre, en 1999 (au Soir), figurent dans un livre d'entretien avec Paul Piret, journaliste politique à La Libre Belgique, publié récemment aux éditions « Couleur li-

vres ». Comme, quelques paragraphes plus loin, cette réponse du président du MOC qui justifie toute sa rage antilibérale : « Le mouvement libéral est quasi par essence antiassociatif, sauf pour les associations qui ne s'occupent que de vie privée. Il estime que les corps intermédiaires n'ont rien à venir discuter dans le champ de la démocratie, dont les problèmes sont simplement réglés par l'élection. Le plus explicite a été le manifeste citoyen de Guy Verhofstadt, dans les années quatre-vingt : l'obscurantisme, dit-il, c'est s'entourer le citoyen de lobbies qui vont essayer de le capter

ou de faire semblant de le représenter... » Les libéraux contre l'associatif : pour François Martou, c'est l'argument rédhitoire, le péché mortel, qui motivera toutes les offensives.

Un héritage riche

Paul Piret arrache quelques inédits à la figure historique du mouvement chrétien. Celle-ci, entre autres : « Un jour, courant 2000, l'état-major du MOC a reçu Daniel Ducarme, alors président libéral, et son entourage. Ils venaient nous demander : pourquoi n'y aurait-il pas une alliance entre le MOC et le MR ? » Une

idée saugrenue, faut-il le dire, aux yeux de François Martou.

Lui parti, Thierry Jacques a repris le flambeau à la présidence du MOC, chargé de gérer un héritage en trompe-l'œil : riche, oui, mais riche surtout de la personnalité de son ex-patron de toujours. Du genre à vous faire de l'ombre longtemps.

A Paul Piret, François Martou dit en passant : « Que le MOC soit l'objet de controverses doit être un motif de fierté ; la pire des choses, le plus grand danger, ce serait de vous entendre dire : "Tiens ? Vous existez encore ?" » ■

DAVID COPPI